

L'HOMME, LA MAUVAISE HERBE ET LA VILLE

La ville est un espace composé d'hommes, de minéral, mais aussi de végétaux, dont certains aux caractéristiques particulières.

Dans l'espace urbain, on trouve différents types de végétaux : des plantes horticoles, qui souvent, sont des plantes qui viennent de contrées lointaines, et qui sont aussi des plantes qu'il faut se plier à une certaine discipline. Mais la ville est faite de coins et de recoins, où s'installent des populations végétales la plupart du temps non désirées. On les sarde, on les bine, ou bien on les désherbe avec des produits.

La méthode chimique est peut-être la méthode la plus couramment utilisée, pour des raisons de coûts jugés inférieurs (abstraction faite du coût que cela peut induire sur l'environnement), ou bien parce que c'est pratique et rapide à utiliser, ou bien parce que « ça fait vingt ans qu'on fait comme ça », ou bien pour d'autres raisons. Cependant, les effets néfastes que cela peut produire, notamment sur la qualité de l'eau, amène certains acteurs à chercher des méthodes alternatives au désherbage chimique.

La mise en place de moyens alternatifs aux produits chimiques incite à opérer un détour vers ces mauvaises herbes, à comprendre qui elles sont, pourquoi il est nécessaire de les ôter de l'espace public, et pourquoi cela semble parfois si important de les enlever avec des produits chimiques. Les actions de désherbage de la ville ne se limitent pas à leur dimension technique. Au contraire, des méthodes de gestion s'inscrivent dans une dimension technique et écologique, mais aussi sociale et culturelle. La modification des techniques employées doit donc être pensée en prenant en compte le contexte global car ôter ou laisser des plantes adventices en milieu urbain, ce n'est pas seulement une question de technique.

Le contexte

Nous présentons ici une partie des résultats d'un travail¹ réalisé pour le compte de la ville de Rennes, dans le cadre d'une commande relative à « l'adaptation de l'entretien des espaces publics aux exigences de qualité des eaux ». Ce projet s'intitule aussi « zéro phyto », dans la mesure où l'objectif était de parvenir, sur un espace pilote (un quartier de la ville) à ne plus utiliser de produits phytosanitaires susceptibles de polluer les eaux.

L'objet de ce travail était de mettre en place des actions de sensibilisation à la qualité de l'eau dans un quartier de la ville. Au préalable, il s'agissait d'établir un diagnostic de la zone étudiée, comprendre les rapports entretenus avec les modes d'entretien des espaces et leurs caractéristiques esthétiques, observer et analyser les perceptions des plantes adventices et des espaces de la part des acteurs sociaux.

Cette mission faisait partie des actions entreprises dans le cadre de la Charte de l'environnement de la ville de Rennes et du programme Bretagne Eau Pure, dans un contexte de pollution des eaux par les pesticides dans cette région. Il se situe aussi dans la continuité d'une démarche « gestion différenciée » adoptée pour les espaces verts de la ville de Rennes. Ce travail a été mené à travers un questionnement entre sociologie, technique et paysage.

Nous avons exploré la manière dont l'espace urbain était entretenu, ainsi que les méthodes utilisées pour lutter contre les mauvaises herbes. Nous avons cherché à voir par quoi pouvait être compensé l'abandon de produits phytosanitaires par les employés du service des jardins et du service de la propreté des rues de la ville. Qu'est-ce qui fait qu'on entretient les espaces tels qu'on les entretient aujourd'hui ? Quel lien y a t il entre les méthodes employées et l'aspect voulu des espaces ? Nous avons essayé de comprendre les logiques et représentations qui conduisent aux méthodes pratiquées. Nous avons aussi cherché à évaluer auprès des entrepreneurs les modalités d'utilisation de produits phytosanitaires et l'importance qu'ils prennent dans leurs pratiques. Comment concilient-ils la double contrainte, donner aux espaces un caractère de propreté aux coûts les plus bas ? Nous avons ensuite cherché à comprendre de quelle manière les habitants du quartier perçoivent les espaces de proximité qu'ils fréquentent et la manière dont ils sont

¹ « Adaptation de l'entretien des espaces publics aux exigences de qualité des eaux. Diagnostic social et mise en place d'une démarche participative », rapport final, Ville de Rennes, IDEA, CERESA, mars 2002.

entretenus. Nous nous sommes particulièrement interrogée sur le lien que les populations font entre leur quartier, l'entretien des espaces, les mauvaises herbes et la qualité de l'eau.

1. CHANGER LES TECHNIQUES

Depuis plusieurs années, la ville de Rennes s'était déjà engagée dans une démarche de réduction des produits phytosanitaires avec la mise en place de la méthode de la gestion différenciée². Le projet « zéro phyto » cherche à aller plus loin, et à abandonner tout usage des produits phytosanitaires, pour d'autres techniques... ou d'autres paysages.

D'autres techniques

Dans le cadre du projet « zéro phyto », il a été demandé aux jardiniers et aux services de la propreté d'utiliser d'autres méthodes d'entretien des espaces.

Le désherbage à la main, ou bien l'utilisation de techniques alternatives, comme le désherbage à la vapeur sont des alternatives au désherbage chimique. L'inconvénient de ces techniques est qu'elles ont un coût économique supérieur pour les services des jardins. Une autre méthode préconisée est le laisser pousser les plantes adventices, de tondre les plantes qui poussent sur les trottoirs sablés plutôt que les désherber, ou bien cacher les bordures végétales en laissant pousser les haies afin de cacher ou d'étouffer les plantes qui peuvent s'y trouver. Une réflexion a aussi été menée par les jardiniers afin de savoir sur quelles tâches ils pouvaient gagner du temps pour en consacrer plus au désherbage.

Le service de la propreté a aussi abandonné l'usage de désherbants. Comme alternative, les employés ont trouvé la raclette à neige, qui s'est avéré être l'outil le plus adéquat pour ôter les plantes adventices présentes le long des trottoirs et des caniveaux.

Ne plus utiliser de pesticides tout en conservant les mêmes aspects aux espaces induit une dépense de temps et un coût supplémentaires, selon les jardiniers de la ville et les entrepreneurs privés. Et pour la plupart d'entre eux, il est difficile de ne plus du tout en

² La gestion différenciée consiste à appliquer une pression d'entretien (taille, tonte, ajout de produits phytosanitaires...) variable selon le type d'espace, dans un souci de gestion écologique.

utiliser, « *il en faut quand même un peu* », est une réponse qui a été plusieurs fois entendue. L'usage de produits phytosanitaires participe d'une qualité à moindre coût, et changer de méthodes supposerait d'augmenter les coûts d'entretien.

La question de la pollution de l'eau par les pesticides concerne aussi les propriétaires de jardins privés. En effet, ceux-ci sont des consommateurs non négligeables de produits phytosanitaires. L'utilisation de pesticides semble la plupart du temps incontournable à des jardiniers connaissant peu les techniques de jardinage. Et ces produits, bien souvent, apparaissent comme étant des produits miracles qui vont permettre de régler facilement les problèmes qui se posent. Les investigations effectuées dans une cité pavillonnaire d'une commune bretonne tendent à montrer que la préoccupation pour une verte pelouse de graminées l'emporte sur les préoccupations envers la qualité de l'eau et de l'environnement. A une échelle individuelle, ces aspects apparaissent bien mineurs. Et comment faire autrement ? On ne va tout de même pas désherber à la main, pensait une partie des personnes rencontrées !

D'autres paysages

Ne plus utiliser de produits phytosanitaires induit une présence accrue des plantes adventices en ville. Certains trottoirs ne sont plus désherbés, certains pieds d'arbres non plus. Cela modifie l'aspect pris par le quartier. Une autre alternative à l'abandon des



produits phytosanitaires est de favoriser d'autres paysages dans la ville. Pourquoi, généralement, enlève-t-on les mauvaises herbes présentes en ville ? Parce qu'on trouve qu'elles gênent, qu'elles salissent le paysage, qu'elles ne sont pas à leur place.

On va voir que mettre en place des techniques alternatives, ou bien faire preuve d'une plus grande tolérance envers les plantes adventices, se trouvent confrontés à des représentations spécifiques que l'on peut avoir de l'espace de la ville et des qualités qu'on en attend. Cela nous aidera à mieux comprendre pourquoi, dans certains cas il est difficile de changer de manières de faire pour entretenir la ville.

2. ENLEVER LES HERBES POUR UNE VILLE PROPRE

La ville, dans l'esprit de nombreuses personnes, est un espace anthropisé d'où doit être absente toute trace de spontanéité. Les plantes bienvenues en ville sont la plupart du temps des plantes horticoles, qui ont été choisies, sélectionnées par l'homme et qu'il a lui-même plantées. La ville est souvent composée d'espaces où les règles d'aménagement sont formalisées, où les plantes présentes sont organisées en jardins, espaces verts, massifs, jardinières, et autres bordures végétales, où les haies sont taillées au carré. On souhaite une végétation qui ne déborde pas de ses limites, et des pelouses exemptes de plantes qui ne sont pas des graminées.



Dans les représentations, la ville doit être un espace propre et ordonné. La présence de plantes adventices, bien souvent, renvoie à des choses de l'ordre du négatif, du désordre et de la saleté et leur présence va à l'encontre de l'image que l'on attend de la ville. De manière explicite, ces plantes sont fréquemment

appelées « mauvaises herbes ».

Les « mauvaises herbes » sont l'une des catégories utilisées pour classer les plantes dans un système de classification. Est appelée mauvaise herbe une herbe qui généralement n'a pas été plantée par l'homme, une espèce locale, ou bien une exotique parfois invasive. L'existence de cette catégorie de mauvaise herbe est liée aux modalités d'entretien des espaces ; aux représentations dont les plantes et les espaces sont l'objet ; aux relations sociales se déroulant dans cet espace ; à la culture et aux savoirs possédés sur les plantes.

On peut définir une mauvaise herbe comme étant quelque chose n'étant pas à sa place, comme une saleté, et, comme la saleté, elle n'est pas à sa place, il faut donc l'éliminer pour éviter le désordre³.

La présence de ces plantes va à l'encontre des conceptions d'ordre et de propreté par lesquelles les habitants définissent la ville. Mais elle renvoie aussi à la différenciation élaborée entre l'espace de la ville et l'espace de la campagne. Pour nombre de citoyens, la ville est différente de la campagne, et les plantes de la campagne n'ont rien à faire en ville. Si un pissenlit apparaît comme étant à sa place à la campagne, il n'en est pas de même en ville, d'où il faut le supprimer. La ville n'est pas non plus perçue comme étant le lieu du sauvage, qui doit aussi disparaître dans la mesure du possible du paysage.

La présence de mauvaises herbes renvoie aussi à des peurs, liées à une insécurité : on peut glisser sur les mauvaises herbes, elles peuvent nous griffer, ça risque de masquer les panneaux de signalisation. On peut y craindre la présence de rats, de serpents ou autres vermines. La présence de mauvaises herbes tendrait à renvoyer le citoyen à sa peur de la nature (voir F.Terrasson, *La peur de la nature*, ed Sang de la Terre, 1997, 192 p). Le manque de connaissance de ces plantes présentes en ville fait aussi qu'on ne leur trouve guère d'utilité.

Ces perceptions et représentations varient selon les catégories de populations. Les populations d'ouvriers ou d'employés, les générations les plus âgées sont plus sensibles à l'aspect de propreté et d'ordre des espaces. A l'inverse, les classes moyennes, les générations les plus jeunes sont les plus favorables à la présence plantes adventices dans la ville..

La difficulté à changer les pratiques est-elle due à des réticences d'ordre culturel... ou bien est-ce une question d'inertie ?

Ne plus utiliser de produits phytosanitaires, ou en tout cas les réduire, induit de la part des services d'entretien de laisser des herbes dans des lieux où auparavant elles auraient été enlevées. Ces changements de pratique n'ont pas de caractère d'évidence, qu'il s'agisse

³ M. Douglas souligne les étroites relations qu'entretiennent l'ordre et la propreté. Eliminer la saleté, c'est mettre les choses à leur place. « Telle que nous la connaissons, la saleté est essentiellement désordre », in DOUGLAS Mary, *de la souillure*, Paris, ed Maspero, 1981, 193p, p 24

des jardiniers, agents des services de la propreté ou des gestionnaires de propriétés collectives.



Des pieds d'arbres non désherbés



Pour certains jardiniers, laisser des plantes adventices, cela heurte leur conception du travail bien fait et va à l'encontre de leur culture professionnelle. Les employés du service de la propreté n'ont pas l'impression d'avoir bien fait leur travail s'ils laissent derrière eux des mauvaises herbes. Cependant, certains jardiniers de l'équipe présente dans le site pilote ainsi que certains employés du service de la propreté des rues se sont montrés motivés et se sont mis à réfléchir à l'utilisation de techniques alternatives.

Changer de pratiques s'avère aussi compliqué pour les gestionnaires de biens privés. La question environnementale est rarement prise en compte dans les facteurs de décisions concernant les espaces verts. Bien souvent, les

acteurs n'y ont même jamais pensé. Les entreprises privées sont confrontées à une double contrainte, faire du propre à un coût bas. Si le prix des produits phytosanitaires dissuade certains entrepreneurs de les utiliser, pour la plupart, c'est une solution incontournable à l'entretien des espaces verts. Ces aspects de la vie collective ne sont jamais discutés, lors des assemblées générales des copropriétés par exemple, et l'entretien des espaces s'inscrit dans une routine qui n'est jamais remise en cause.

Si certains habitants sont réticents quant à l'aspect pris par certains secteurs de leur quartier, la plupart ne se sont rendus compte de rien, et n'avaient jamais prêté attention aux plantes adventices présentes en ville avant qu'on ne leur pose la question...

3. ENTRETENIR LES ESPACES = ENTRETENIR DES RELATIONS SOCIALES ?

Lors des investigations menées, la dimension sociopolitique du jardinage et de l'entretien des espaces a été soulevée par plusieurs acteurs. On pourrait presque dire que les mauvaises herbes font de la politique. En tout cas, leur gestion s'insère dans la gestion globale de la ville et dans la manière dont la municipalité administre ses citoyens.

Il est intéressant d'observer quelle interprétation politique les habitants de certains quartiers font de la gestion différenciée. Si cette méthode a essentiellement été présentée par ses caractéristiques techniques et écologiques, la dimension sociale en a été occultée. (on peut aussi constater que ce mode de gestion s'inscrit dans des représentations spécifiques de la ville). Pour les habitants, cependant, la dimension technique est loin de faire la totalité de cette méthode d'entretien, et ils en donnent volontiers une lecture sociopolitique.

Opérer un gradient de pression d'entretien du centre vers la périphérie est interprété par les habitants de la périphérie comme un désintérêt de la part de la municipalité : selon eux, on s'occupe des habitants du centre de la ville, et ceux de la périphérie, on les délaisse, pour preuve, on n'enlève plus les mauvaises herbes. « *Ho ! M. Le maire, vous nous oubliez ?* », demandait une dame interrogée. « *C'est pas dans le centre-ville qu'on verrait ça* », en disait une autre à propos des « épillets » poussant au pied des arbres.

Dans les espaces privés aussi, les modalités d'entretien des espaces verts s'inscrivent fortement dans une dimension sociale. Dans certaines cités, ôter les pissenlits de la pelouse est une question de bon voisinage et de respect de la norme d'ordre et de propreté. Quelqu'un un jour nous a même rapporté que dans une commune proche de Rennes, des habitants qui entretenaient leur jardin de manière plutôt naturelle se sont absentés. Les voisins en auraient profité pour faire une opération nettoyage de jardins chez ces personnes jugées indélicates...

Les habitants ne vont pas forcément percevoir les espaces de proximité de la même manière selon qu'ils ont l'impression que c'est entretenu ou non par les jardiniers.... Et donc selon l'impression qu'ils ont qu'on les considère ou non. Un espace occupé par des plantes adventices sera perçu plus positivement si on voit passer les jardiniers (et même s'ils n'y font rien !) que si on ne voit personne de l'entretien.

4. LES ESPACES ET L'EAU, MAIS QUI DONC EST RESPONSABLE DE LA POLLUTION ?

L'entretien des espaces avec des produits phytosanitaires fait partie du décor et du paysage des espaces verts de la ville. C'est une image courante et anodine que de voir des hommes munis de pulvérisateurs dans les rues de la ville. Ils font partie du décor, au même titre que les arbres, les pelouses, les massifs de fleurs. En tant qu'habitant des villes, il est difficile de se sentir concerné par le problème de la qualité de l'eau et de s'y sentir une part de responsabilité. En effet, par quel cheminement établir un lien entre l'aspect pris par les espaces que l'on voit et la qualité de l'eau ? Bien souvent, la dégradation de la qualité de l'eau, c'est à cause des autres. Pour les privés, c'est à cause des gestionnaires publics, et pour ceux-ci, c'est à cause des « jardiniers du dimanche » ; pour les citoyens, c'est à cause des agriculteurs et réciproquement. Une partie des acteurs entretiennent aussi une vision fataliste des choses : nous sommes condamnés à vivre dans une pollution croissante. En outre, le fait que les produits, pour les particuliers, soient en vente libre, induit pour eux qu'ils sont inoffensifs pour l'environnement.

Changer les pratiques, abandonner les pesticides, se heurte aussi à des représentations spécifiques dont ces produits sont l'objet. En effet, les produits chimiques sont considérés par nombre d'acteurs comme étant des produits à la pointe du progrès, et qui n'ont pas d'équivalent au niveau de l'efficacité. Ne plus utiliser de pesticides, ce serait retourner 50 ans en arrière, vers des temps archaïques...La solution avancée, pour nombre de personnes, c'est que la science trouve des produits non polluants. Toujours, c'est la solution du chimique qui est invoquée. On peut s'interroger sur les rationalités à l'œuvre dans l'utilisation de ces produits. En effet, malgré le fait que des effets secondaires non négligeables soient pressentis, on continue de les utiliser et de les vanter. Ces produits pesticides semblent participer d'une pensée magique contemporaine, la solution à tous les maux. « *Un coup de pshitt et on n'en parle plus* », disait une personne enquêtée.

Aboutir à un abandon des produits phytosanitaires induit que cette représentation positive dont sont l'objet les produits pesticides évolue vers une représentation qui engloberait aussi les nuisances que ces produits sont susceptibles d'induire envers les éléments de l'environnement.

CONCLUSION

La question de la qualité de l'eau suppose d'autres solutions que celles purement techniques. En effet, sont aussi en jeu, les représentations dont l'espace urbain est l'objet, ainsi que les représentations liées aux plantes adventices ainsi qu'aux produits utilisés. L'entretien des espaces de la ville et les modalités mises en œuvre engagent aussi les relations sociales qui sont à l'œuvre au sein de ce territoire.